

# **CAPA SAENES du 16 décembre 2009**

## **Déclaration préalable du SNASUB-FSU**

Nous tenons à exprimer notre plus vive inquiétude quant aux prévisions de suppressions de postes dans la fonction publique d'État présentées dans le projet de Loi de finances 2010. En effet, 30.000 postes de fonctionnaires sont visés, avec près de 16.000 emplois à supprimer à l'Éducation nationale contre 13.500 en 2009.

Nous tenons à exprimer notre écoëurement et ras-le-bol de voir notre filière administrative être ponctionnée de près de 900 postes : 600 suppressions franches et environ 300 emplois transférés du programme « soutien » vers le programme « vie de l'élève » dans lequel ne figure aucun administratif. Ces retraits d'emplois vont avoir pour conséquences des réorganisations de services qui aboutiront à toujours moins de personnels pour toujours plus de tâches. De nouveau, nos conditions de travail vont être sacrifiées sur l'autel de la maîtrise des déficits publics.

Pourtant, dans le même temps et dans le même projet de budget, le gouvernement réduit les ressources publiques en réduisant l'impôt des plus riches et des entreprises : bouclier fiscal, réforme de l'impôt sur les sociétés, réforme de la taxe professionnelle... Toutes ces mesures ont pour conséquence une augmentation du déficit public, que l'on essaye de contenir par ailleurs, sur le dos des salariés, des budgets sociaux et des services publics. Cela n'est pas acceptable car cela menace leur existence même.

La catégorie B sera très prochainement concernée par la PFR puisque l'année 2010 est celle où notre catégorie doit voir sa mise en œuvre. C'est l'inscription en dur, dans des textes de caractère réglementaire, de l'individualisation totale des carrières, des parcours professionnels et des rémunérations. C'est l'institutionnalisation de la concurrence et de la compétition comme mode de relations entre fonctionnaires et la négation du fait que les missions de service public doivent être une œuvre collective pour être efficaces. Nous demeurons convaincus que la qualité du service public repose sur la cohésion des équipes. A cet égard, la situation de rivalité et de concurrence permanente dans laquelle seront placés les agents est désastreuse pour l'utilisateur.